

---

## Bulletin d'histoire politique

### Politique et homosexualité aux Pays-Bas

Gert Hekma



---

Volume 18, Number 2, Winter 2010

Homosexualités et politique en Europe

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054800ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054800ar>

[See table of contents](#)

---

#### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeurs

#### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

---

#### Cite this article

Hekma, G. (2010). Politique et homosexualité aux Pays-Bas. *Bulletin d'histoire politique*, 18(2), 77–86. <https://doi.org/10.7202/1054800ar>

---

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Politique et homosexualité aux Pays-Bas

Gert Hekma<sup>1</sup>

*Université d'Amsterdam*

Depuis 1946, les Pays-Bas ont connu un mouvement homosexuel qui s'est d'abord appelé Shakespeare Club, puis COC (Centre de Recréation et Culture). Ce mouvement avait pour but de rendre l'homosexualité plus visible et de changer tant les mentalités très négatives que la législation, principalement l'article 248 bis, qui existait depuis 1911 et prévoyait un âge de consentement différent (seize ans pour les relations hétérosexuelles et vingt et un pour les rapports homosexuels). En outre, le COC voulait créer un port d'abri pour les homosexuels et homosexuelle, ce qui fut réalisé en 1952 avec l'acquisition d'un grand dancing, le DOK (la cave Odeon, située sous un ancien théâtre en plein centre d'Amsterdam). Dans le climat conservateur des années 1950, il y avait par contre peu de chances de succès au niveau politique. Le COC organisa un comité d'intellectuels de toutes dénominations confessionnelles et politiques (protestante, catholique, libérale, socialiste) pour discuter de l'homosexualité<sup>2</sup>.

En même temps, certains psychiatres, pasteurs et prêtres furent confrontés à des individus homosexuels. Les professionnels religieux découvrirent alors que le péché occultait l'existence de personnes homosexuelles, qui souffraient du rejet chrétien de leurs préférences sexuelles. Un psychiatre protestant conclut même ses recherches en affirmant que les homosexuels n'étaient pas victimes d'une séduction homosexuelle (comme l'article 248bis le supposait), mais que l'origine de leur sexualité devait venir d'ailleurs, peut-être de leur nature sexuelle. De la même manière, un collègue catholique qui avait dit en 1951 que l'homosexualité était pire que tout, soutint dix ans plus tard que les homosexuels étaient semblables aux hétérosexuels et pouvaient pour cette raison connaître des relations affectives de longue durée. Avec l'avis de ces leaders intellectuels des piliers plutôt conservateurs de la société, l'opinion des Néerlandais changea fortement. Cela entraîna un bouleversement général, étant donné que ces psychiatres, pasteurs et prêtres (incluant un évêque) demandaient une

ouverture sur la sexualité en général, pas seulement sur l'homosexualité, mais aussi sur les relations extra et pré maritales, la masturbation, le divorce, la contraception, etc. Entre 1965 et 1975, la grande majorité des Néerlandais modifièrent leur avis sur la sexualité, y compris sur la prostitution et la pornographie. En 1968-1969, le psychiatre catholique Wijnand Sengers publia deux livres, sa thèse et une version populaire de celle-ci, dans lesquels il défendait l'argument selon lequel l'homosexualité n'est pas une pathologie psychiatrique, sauf quand l'homosexuel lui-même s'en plaignait. Ces livres rencontrèrent une résonance positive en Hollande, mettant fin à l'époque durant laquelle l'homosexualité était considérée comme un thème de psychiatrie<sup>3</sup>.

Dans une conférence de 1967, la présidente de l'organisation Nederlandse Vereniging voor Seksuele Hervorming (NVSH, Association Néerlandaise pour la Réforme Sexuelle) Marie Zeldenrust-Noordanus proposa un programme pour l'an 2000. Elle demandait d'abolir les lois contre la pornographie, la prostitution, l'homosexualité et la contraception ainsi que de faciliter les relations pré et extra maritales et le divorce. Elle invitait aussi à changer les lois sur les mœurs. Il a fallu dix ans pour que ces lois soient examinées et qu'il soit jugé nécessaire de les réformer. Mais si l'article 248bis fut supprimé en 1971, la dernière loi contre la prostitution ne fut pas abolie avant 2000. Le programme de la présidente de NVSH dépassait les questions légales. Marie Zeldenrust-Noordanus voulait aussi remettre en cause les dichotomies entre homme et femme, homo et hétéro. Pour elles, hommes et femmes devaient découvrir leurs éléments de genre opposés, tout comme les homosexuels et hétérosexuels leurs désirs appartenant à la «sexualité opposée». Toutefois, si les propositions juridiques furent rapidement réalisées, les recommandations sociales plus radicales sur le genre et la sexualité n'ont pas rencontré le même succès. Au contraire, ces normes sont devenues plus rigides, les Néerlandais croyant de plus en plus à une différence biologique absolue entre hommes et femmes, ainsi qu'entre homosexualité et hétérosexualité.

L'ouverture sexuelle impliquait que l'homosexualité n'était plus un péché, un crime ou une maladie, mais une préférence variable. Le mouvement homosexuel put alors se concentrer sur des demandes de visibilité et de changement des lois et réglementations qui discriminaient encore les personnes homosexuelles (logement, sécurité sociale, pensions, impôts sur les salaires et les successions, asile et, surtout, droits des couples). Bien que les mouvements féministes et homosexuels aient rejeté le sexisme et l'homophobie du mariage traditionnel et cherchaient d'autres solutions pour les relations intimes (comme des services individualisés, la séparation des diverses fonctions du mariage ou la mise sur pied de communautés), ils commencèrent à revendiquer un mariage non-sexiste incluant les couples de même sexe à partir de 1990. La visibilité de l'homosexualité

dans les rues, les écoles et les médias constituait un autre objectif prioritaire. Le résultat des années 1970 fut une prolifération et une différenciation du mouvement homosexuel, suite à la fondation de groupes spécialisés dans l'éducation, l'armée, la police, les syndicats, les soins médicaux et les partis politiques.

Avant que le mouvement ne s'élargisse, la subculture homosexuelle s'était rapidement développée à partir de 1965. Le premier bar cuir vit le jour au début des années 1950, tout comme les deux grands dancings gais d'Amsterdam. Depuis les années 1960, le nombre et la variété des bars ont augmenté, un sauna s'est ajouté et des hôtels ont été créés. Le nombre de touristes gais devint tellement important que la mairie se demanda si ce n'était pas nécessaire de limiter le nombre de lieux gais. La révolution sexuelle interrompit les soucis des politiciens et le monde gai put continuer à se développer.

Les partis politiques n'ont toutefois pas tout de suite pris la cause de l'émancipation homosexuelle. Le PvdA (Parti du travail, social-démocrate) et le VVD (Parti populaire pour liberté et démocratie, libéral conservateur) hésitèrent longtemps à défendre cette cause, mais soutinrent en 1971 la décriminalisation de l'homosexualité. Les partis qui formèrent en 1980 le CDA (Appel chrétien-démocrate) ralentirent le progrès des libertés (homo)sexuelles jusqu'à la formation d'un gouvernement « violet »<sup>4</sup> en 1994. Pour la première fois depuis 1918, une coalition sans partis chrétiens dirigeait les Pays-Bas. Cette majorité inédite réunissait le PvdA, le VVD et D66 (Démocrates de 1966, libéral de gauche), qui a été un des deux partis les plus favorables au mouvement homosexuel. L'autre soutien politique des revendications homosexuelles provenait de Groen-Links (Vert-gauche), qui rassemblait depuis 1989 les partis communiste CPN, pacifiste-socialiste PSP et chrétien-radical PPR. Les petits partis chrétiens orthodoxes ont toujours été contre les innovations sexuelles et le SP (Parti socialiste ouvrieriste) était familialiste (plus encore que le PvdA) et ne prêtait pas d'attention aux questions sexuelles.

Depuis 1982, les différents gouvernements ont développé une politique homosexuelle. Premièrement, le PSP dans la ville d'Amsterdam proposa une note sur les nécessités de l'émancipation homosexuelle en 1982. Ce document impliquait une politique policière moins répressive, incluant la protection des pédés contre les agressions sur les lieux de drague, la préservation des urinoirs, le développement de logements plus individualisés, la mise sur pied de soins pour les personnes homosexuelles âgées, l'investissement dans la culture *queer*, la sensibilisation à l'histoire de l'homosexualité et l'établissement d'un monument homosexuel. D'autres municipalités suivirent l'exemple d'Amsterdam. La même année, en 1982, la parade annuelle, qui se déroulait dans la ville d'Amersfoort<sup>5</sup>, fut le théâtre d'affrontements entre les personnes homosexuelles et la jeunesse

locale. Cela choqua les médias, et par conséquent les politiciens. Des efforts furent alors développés pour créer une politique afin d'avancer vers l'égalité des personnes homosexuelles au niveau national. En 1986, le premier rapport du gouvernement sur le sujet fut publié et comportait surtout des questions de discrimination au niveau du droit, du travail, du logement et de l'éducation (ces trois derniers constituant le tantra éternel du « polder model » néerlandais<sup>6</sup>). La police et la justice s'engagèrent en outre à prioriser la prise en compte de la violence anti-homosexuelle. Les débats sur l'instauration d'une loi d'égalité des droits concernant l'ethnicité, le genre et l'orientation sexuelle débutèrent en 1977, mais ne débouchèrent sur une loi qu'en 1993. Le principal problème concernait les écoles chrétiennes. Pouvaient-elles être forcées de nommer des professeurs homosexuels ? Finalement, la loi prévoit que ces écoles ne peuvent discriminer « pour le seul de fait d'homosexualité », ce qui implique que les enseignants visés doivent être d'accord avec les principes de l'école. L'inclusion de l'homosexualité dans cette loi a par ailleurs constitué le plus important point de ralliement anti-homosexuel pour les chrétiens – beaucoup plus important que le débat suivant sur l'ouverture du mariage civil aux couples de même sexe.

Bien que les gouvernements successifs aient prêté attention à la cause homosexuelle, les investissements financiers sont restés marginaux. Il s'agissait surtout d'une politique symbolique. Durant les années 1980, plus d'attention fut accordée au sida, qui est toujours resté en Hollande une maladie touchant surtout les homosexuels. La plus grande organisation devint la Fondation Schorer, née en 1967 pour aider les personnes homosexuelles avec des problèmes psychiques mais qui se transforma à partir de 1985 en une institution d'aide et de prévention pour le sida. Elle était presque totalement financée par le gouvernement à partir de budgets de santé.

En 1997, les Pays-Bas se dotèrent d'une sorte de PACS grâce au gouvernement violet. En 2001, le mariage fut ouvert aux couples de même sexe. Bien qu'impliquant des différences mineures avec les couples de sexe différent, cette décision mit fin au projet d'émancipation légale pour les personnes homosexuelles. Pour la grande majorité des Néerlandais, politiciens et personnes homosexuelles inclus, le mouvement gai pouvait donc fermer ses portes.

Les conceptions relatives à la sexualité étaient dominées par l'idée de progrès et le principe de libération hérité des Lumières selon lequel l'être humain se libérait progressivement des chaînes de la tradition. Mais une minorité protestante orthodoxe et une minorité musulmane croissante (chacune représentant environ 5 % de la population) ne partagent pas ce projet d'émancipation sexuelle et déclarent plus clairement depuis une décennie leur rejet des libertés sexuelles hollandaises, voire de la culture

occidentale dans son ensemble. Des prêtres, des évêques ou des pasteurs ont parlé d'homosexualité dans des termes de mépris ou de rejet. En 2001, l'imam El Moumni déclara que les Européens étaient pires que les chiens ou les cochons parce qu'ils acceptaient le mariage homosexuel. Six mois avant le 11 septembre, ces propos sortirent les Néerlandais de leur sommeil homosexuel et bouleversa durablement le paysage politicosexuel<sup>7</sup>.

### **La situation actuelle**

L'égalité réalisée à travers l'ouverture du mariage pour les couples de même sexe était plus juridique que sociale. La situation sociale n'a pas suivi la situation légale. Déjà avant 2001, il était clair qu'un certain nombre de problèmes subsistaient. Premièrement, le manque d'acceptation des élèves et des enseignants gays et lesbiennes est flagrant. Ceux-ci ne peuvent plus sortir du placard dans les écoles, surtout celles dites «noires» (avec une majorité d'élèves issus des minorités ethniques). Souvent, ces écoles ne donnent plus de cours d'éducation sexuelle et le climat social est devenu négatif pour les gens qui ne respectent pas les normes de genre et d'hétérosexualité. L'incertitude sur la diversité des opinions et des attitudes relatives au genre et à la sexualité empêche une ouverture sur ces thèmes de la part des directeurs, des professeurs et des élèves. Les sexualités sont absentes des cours de littérature, de langues, d'histoire, de géographie, de religion ou de sport. Deuxièmement, la violence contre les homosexuels sur les lieux de rencontre comme devant les bars ou dans les parcs n'a pas disparu avec l'égalité légale. Ces agressions se sont même parfois déroulées devant leur habitations et plusieurs gays et lesbiennes se sont sentis forcés de déménager. Ces problèmes sont souvent attribués aux «nouveaux Néerlandais», alors que ceux-ci n'en sont certainement pas les seuls responsables. Ces débats ne se limitent d'ailleurs pas aux questions homosexuelles. Les débats interculturels incluent le voile, les mariages arrangés, les partenaires importés des pays d'origine, les meurtres d'honneur, l'excision des filles et la circoncision des garçons, l'éducation sexuelle, la séparation des garçons et des filles dans les écoles, le manque de respect pour les autres – toutes des choses reprochées aux musulmans<sup>8</sup>.

Les reproches sont mutuels parce que les Marocains disent des blancs qu'ils généralisent trop, dans la mesure où c'est une minorité qui est responsable des crimes, veut imposer sa morale sur les nouveaux Néerlandais ou prend du temps pour s'intégrer. La Ligue Arabo-Européenne séculariste du Libanais-Flamand Abou Jahjah proposait par exemple trois points d'ordre politique et moral : l'interdiction de la prostitution, de la visibilité homosexuelle et de l'alcool. Les islamistes rejettent la société néerlandaise – ils considèrent les non-musulmans comme étant pires que des chiens ou

des cochons. Cette position rend la situation assez différente des débats entre religieux et sécularistes dans les années 1960, parce que ces islamistes rejettent la liberté et refusent de discuter. Ils ne s'inscrivent donc pas dans le « polder model » et il y a un blocage.

Les débats sur la morale sexuelle et sur les (non)différences ethno-religieuses ont changé les alliances politiques. Pim Fortuyn, devenu le leader populaire et charismatique de droite en 2002, était lui-même un homosexuel à visage découvert qui a clairement défendu la cause homosexuelle. Il était de droite par ses idées sur l'immigration, le retard de la culture islamique ou le rôle plus restreint du gouvernement (tout en demandant plus de répression policière). Bien que son parti politique, la « Liste Pim Fortuyn », ne discutait pas de l'homosexualité dans son programme, il s'est régulièrement prononcé sur cette question, le plus souvent en s'impliquant lui-même. Les autres leaders de droite qui l'ont suivi après son assassinat en 2002 ont aussi embrassé la cause homosexuelle, partiellement pour effrayer les musulmans (Ayan Hirsi Ali, Rita Verdonk, Geert Wilders, Marco Pastors).

D'autre part, la gauche, qui a toujours défendu le multiculturalisme, était sous pression avec les attaques terroristes du 11 septembre 2001 (et même avant en Hollande). Le multiculturalisme était redéfini comme une faiblesse face aux dangers qui menaçaient la Hollande. Pour les journalistes, se dire gauchiste correspondait à un suicide professionnel. Particulièrement le PvdA (social-démocrate), qui compte bon nombre de personnes issues des minorités ethniques parmi ses électeurs (certains statistiques indiquent jusqu'à 80 %), hésitait à jouer la carte (homo)sexuelle parce qu'il avait peur de perdre son électorat puritain musulman. Le mouvement homosexuel, qui a commencé à virer à droite à partir de 1980, s'est tourné encore plus à droite en 2001, par peur des musulmans (à qui sont attribués la plupart des violences contre les homosexuel-le-s) et suite au virage de la question homosexuelle de gauche à droite.

Les leaders du COC, qui étaient toujours sociaux-démocrates ou libéraux, viennent maintenant de l'extrême-droite. Le président actuel s'est ainsi plusieurs fois affiché aux côtés de Rita Verdonk, ministre controversée de l'Immigration entre 2003 et 2007 et fondatrice de la liste droite « Fier des Pays-Bas » (Trots op Nederland) en 2007, alors que celle-ci faisait partie du top 5 des homophobes mondiaux établi par Human Rights Watch en 2006. Les intellectuels sont également très divisés. D'anciens hétéro-gauchistes demandent aux homosexuels de rester silencieux afin de ne pas mettre en danger les débats avec les musulmans et nient parfois que les homosexuels font face à de grands problèmes. Pour eux, tout serait réglé aux Pays-Bas. Certains homosexuels eux-mêmes défendent ce point de vue afin de se distancier de l'extrême-droite, qui a intérêt à souligner les sentiments anti-homosexuels des musulmans.

Bien que les attitudes positives en ce qui concerne l'homosexualité se soient généralisées, au même moment, une approche plus critique des sexualités s'est développée. Ce mouvement comprend trois aspects. En premier lieu, les relations sexuelles doivent être fondées sur l'égalité entre les partenaires en ce qui concerne l'âge, le pouvoir, la situation sociale et éducative. L'ethnicité a encore une place indéterminée. Cette perspective a conduit à une démonisation croissante de la pédophilie, la bestialité et la prostitution. Le sadomasochisme bien qu'inégalitaire, est pour l'instant « sauvé » par le poids du secret et les déclarations des sadomasochistes selon lesquelles leurs relations sont consensuelles. Des lois ont été introduites contre la pédophilie, la bestialité et la pornographie qui met en scène ces sexualités. Bien que la prostitution ait été légalisée en Hollande en 2000, le mépris augmente et une politique plus restrictive est progressivement mise en place, ce qui pourrait conduire à la fermeture du quartier rouge d'Amsterdam. Il a de plus été proposé de relever l'âge de consentement pour la prostitution de 18 à 21 ans et de durcir la réglementation relative aux maisons de tolérance.

Les relations égalitaires profitent de ce développement, en particulier les homosexuelles, souvent considérées comme plus égalitaires que les relations hétérosexuelles. Deuxièmement, les relations sexuelles doivent reposer sur l'amour et ne peuvent pas être éphémères. Ceci exclut la promiscuité des homosexuels. Des journalistes ont affirmé que les homosexuels pouvaient fermer les saunas et « dark rooms » et n'avaient plus besoin des places de rencontre publique parce qu'ils pouvaient se marier. Troisièmement, la jeunesse s'est convertie en principale source de préoccupation. La culture sexuelle serait surdéveloppée, ce qui mettrait en danger la jeunesse, en particulier les filles qui seraient victimes de garçons abusifs, de messieurs anonymes sur internet qui les pousseraient à se déshabiller devant leurs webcams ou d'hommes plus âgés qui leur demandent de s'engager sexuellement pour une petite rétribution. De même, la publicité érotique dans les rues et les images macho-sexuelles de MTV contreviendraient aux sensibilités de la jeunesse. Ces trois développements ont été essentiels afin (d'essayer) de restreindre les libertés sexuelles des gens qui poursuivent des relations inégalitaires ou une sexualité sans lendemain. Le plus important semble de renforcer des normes de genre et d'hétérosexualité chez les jeunes. Bien que les personnes homosexuelles profitent du premier développement, ils ont raison de résister à ce système qui privilégie des normes restrictives pour toutes les personnes qui transgressent ces normes et qui dénie ou bloquent la sexualité polymorphe des jeunes.

Avec d'autres universitaires, j'ai contribué à une recherche pour le gouvernement néerlandais sur la situation actuelle des personnes homosexuelles. Notre conclusion était double. D'une part, on observe beaucoup de progrès, certainement ce qui concerne la situation légale. Mais, d'autre

part, les problèmes de rejet et d'aversion n'ont pas disparu. Peut-être sont-ils plus cachés. Quand on demande aux Néerlandais ce qu'ils pensent des homosexuels, seulement 5% d'entre eux donnent une réponse négative. Mais quand on leur demande ce qu'ils pensent de deux hommes qui s'embrassent en public, les réponses négatives montent à plus de 40% alors que le nombre de personnes qui rejettent un couple hétérosexuel dans la même situation reste sous la barre des 10%. Sachant que ces réponses sont politiquement correctes (les gens savent comment ils doivent répondre selon la morale politique contemporaine), on peut être sûr que le nombre réel de réponses négatives est plus important. Dans les entretiens, il était clair que les hommes homosexuels ne peuvent sortir du placard sur leur lieu de travail qu'à la condition de n'être pas trop « nichterig » (trop « folle », aussi bien efféminé que trop sexuel). Beaucoup d'homosexuels rejettent ce qu'ils trouvent anormal : aussi bien la féminité qui est néanmoins attribuée par les hétérosexuels aux homosexuels que l'attention exagérée pour la sexualité. Ils se soumettent généralement aux préjugés contre l'homosexualité, surtout en ce qui concerne les normes de genre, qui sont fondamentales pour le système hétérosexuel. Ils peuvent se déclarer homosexuels quand ils se comportent « normalement » et réalisent qu'ils forment seulement une minorité marginale. Les Pays-Bas restent un pays où les normes de genre restent fortement et clairement affirmées : les hommes doivent se comporter de manière masculine et les femmes féminine (ces normes ne sont pas stables ou les mêmes pour tous les groupes). Il s'agit de fondements pour le système hétérosexuel<sup>9</sup>.

Cette normativité concerne surtout les jeunes qui sont confrontés à des violences et des insultes incitant à la conformité sexuelle. Les adultes qui ont trouvé leur chemin parmi les genres et sexualités sont moins touchés par ces normes qui visent surtout les comportements des adolescents. Ces jeunes se trouvent en effet enfermés dans des mondes qui sont fortement définis par ces normes : les familles et les écoles. Ce qui constituait dans le passé une norme de se marier est devenu maintenant l'obligation de se comporter selon de normes de genre et d'hétérosexualité. Dans les rues et les cours d'écoles, les insultes les plus répandues restent « pédé » et « salope » dans toutes leurs variations, traduisant un refus de l'homosexualité et des aberrations au regard des normes de genre. Or les autorités nient ce genre de problèmes.

En conclusion, si les Pays-Bas sont en avance sur beaucoup de pays grâce à leur politique (homo)sexuelle, surtout au niveau légal, les progrès réalisés sont contestés et, bien que les personnes homosexuelles soient moins concernées, les lois sur la sexualité deviennent plus restrictives. La situation sociale est par conséquent ambiguë. Les homosexuels peuvent sortir du placard à condition de se conformer aux normes de la société. Malgré quelques avancées, les Néerlandais ne sont donc jamais sortis de

leur puritanisme traditionnel, qui n'a permis qu'une tolérance pour certaines expressions sexuelles comme l'homosexualité. Comme l'affirment certains livres, la révolution sexuelle n'a pas eu lieu<sup>10</sup>. Les Néerlandais, qui sont si fiers de leurs libertés sexuelles, ne réalisent pas suffisamment qu'ils croient à une illusion.

## Notes et références

1. Mes remerciements à David Paternotte et David Risse pour leur aide essentielle à la rédaction de cet article. Gert Hekma travaille à l'Université d'Amsterdam depuis 1983 où il fait ses recherches sur les homosexualités et où il est responsable des cours en genres et sexualités. [G.Hekma@uva.nl].
2. Les Pays-Bas connaissent un système de « piliers ». En fonction de leur religion ou de leur orientation politique, plusieurs groupes sociaux disposent d'un système complet et séparé d'institutions sociales: dans l'éducation, la médecine, les médias, la sécurité sociale, les syndicats, partis politiques et même l'économie. Ce système, bien que victime de la sécularisation depuis les années 1960, existe toujours. Certains groupes continuent de le développer, comme les chrétiens et musulmans orthodoxes.
3. Les informations suivantes proviennent de mon livre *Homoseksualiteit in Nederland van 1730 tot de moderne tijd*, Amsterdam: Meulenhoff, 2004.
4. Selon les couleurs – rouge et bleue – des formations politiques constituant cette coalition.
5. À côté de la parade annuelle sur les canaux d'Amsterdam au mois d'août, la Gay pride est organisée chaque année dans une ville différente.
6. Le « polder model » implique de discuter entre segments de la société jusqu'à trouver la voie royale qui est aussi une voie médiane et n'est pas nécessairement la plus sensible; par exemple, aux questions de genres et sexualités.
7. Gert Hekma, « Imams and Homosexuality: A Post-gay Debate in the Netherlands », *Sexualities*, vol. 5, n° 2, 2002, p. 237-248.
8. Sur les dix-sept millions de Néerlandais, environ 10% sont définis comme « allochtones » (parlant une langue différente) ou ethniques. Les Marocains, Turcs et Surinamiens représentent chacun à peu près 2% de la population et sont fortement concentrés dans les grandes villes où presque la moitié des jeunes est issue des minorités ethniques. Les Pays-Bas comprennent aussi un certain nombre d'Antillais, de Moluquois (d'Indonésie, ancienne colonie néerlandaise), des réfugiés d'Iraq, Iran et Somalie et des groupes importants d'Afrique de l'Ouest. La ville d'Amsterdam contient 170 nationalités – les citoyens viennent de tous les coins du monde. Ces groupes font l'objet d'une animosité croissante de la population blanche, particulièrement les groupes Marocains et Antillais. Ces deux groupes, surtout les jeunes hommes, sont vus comme les plus criminels. Souvent, cette criminalité est plus généralement attribuée aux musulmans, ce qui inclut aussi bien les Turcs, une partie importante des Surinamiens, et une grande partie des réfugiés. Bien qu'il y ait plus de musulmans que les seuls Marocains, les Néerlandais pensent surtout à ce groupe quand ils discutent des musulmans.

9. Saskia Keuzenkamp, David Bos, Jan Willem Duyvendak et Gert Hekma (dir.), *Gewoon doen. Acceptatie van homoseksualiteit in Nederland* (Faire normal. Acceptation de l'homosexualité aux Pays-Bas), Den Haag, SCP, 2006. Une version abrégé était publié en Anglais, Saskia Keuzenkamp et David Bos (dir.), *Out in he Netherlands*, Den Haag, SCP, 2007.
10. Thierry Goguel d'Allondans, *Les sexualités initiatiques. La révolution sexuelle n'a pas eu lieu*, Paris, Belin, 2005. Voir aussi Marcela Iacub et Patrice Maniglier, *Antimanuel d'éducation sexuelle*, Rosny, Breal 2005 et Gert Hekma, « How libertine is the Netherlands? Exploring Contemporary Dutch Sexual Cultures », dans Elizabeth Bernstein et Laurie Schaffner (dir.), *Regulating Sex: The Politics of Intimacy and Identity*, New York, Routledge, 2005, p. 209-22.